

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Zone Industrielle Chemin de Gayan
65320 Bordères-Sur-L'échez

Références : 2025-0157-dp
Code AIOT : 0006803948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action coup relative au risque incendie dans les installations de tri, transi et, regroupement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez
- Code AIOT : 0006803948

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM exploite sur la commune de Bordères-sur-l'Echez une activité de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'installation est également classée au titre de ses activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par les producteurs et de dépollution des véhicules hors d'usage.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 26 avril 1991, complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-003 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00001 D.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de moyens de défense incendie conformes en nature et en nombre à la réglementation en vigueur applicable aux installations. Il justifie d'une traçabilité lui permettant d'assurer quotidiennement le suivi du volume des déchets présents sur le site.

Néanmoins, l'exploitant doit apporter des actions correctives, lui permettant de garantir la conformité de son installation vis-à-vis de plusieurs dispositions (formation des agents, caractérisation des risques et procédures internes).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir); - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau

nécessaire à la maîtrise d'un incendie; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un plan de défense contre l'incendie formalisé. Néanmoins, ce dernier dispose d'une grande partie des documents demandés (plans de situation des réseaux d'alimentation et des réseaux de collecte des eaux, plan d'implantation des moyens de protection contre l'incendie, modalités du suivi de l'état des stocks, des fiches de données de sécurité et des justificatifs de formation du personnel).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, formaliser son plan de défense incendie en collectant l'ensemble des documents présentés en séance et en les complétant au moyen des documents suivants:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manoeuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'exploitant réalise régulièrement des exercices incendie. Le dernier exercice a été effectué le 21/04/2022. Celui-ci a fait l'objet d'un compte-rendu présenté en séance qui n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. L'exploitant dispose de matériaux inertes sans avoir pu justifier de la formation des agents liée à leur utilisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit garantir la formation des agents à l'utilisation des matériaux inertes en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock des déchets
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises

<p>aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une requête par typologie de déchets lui permettant de dresser l'état des matières stockées à un instant T. Ce dispositif est accessible via le logiciel interne AS 400 mais ne sont pas rassemblées dans un fichier global. Néanmoins, l'exploitant peut disposer à la demande du tonnage des déchets présents sur le site. L'inspection considère ainsi que la disposition de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié pour l'ensemble de son site, les différentes zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie. Celles-ci sont reprises sur un plan dédié dont la nature du risque associé n'est pas renseignée. L'inspection constate également que la zone de stockage des archives n'est pas identifiée sur le plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de deux mois, compléter son plan des zones à risque au moyen :</p>

- de la nature du risque associé à chaque zone identifiée,
- du local de stockage des archives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant dispose des procédures internes relatives aux consignes d'exploitation.

L'inspection a procédé en séance, au contrôle des procédures de sécurité suivantes:

- l'interdiction d'apporter du feu ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention.

Ces documents sont affichés sur le site et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des procédures relatives à:

- l'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations électriques,
- au stockage et à la conservation des produits chimiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, disposer d'une procédure relative:

- à l'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations électriques
- au stockage et à la conservation des produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositions au contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Constats :

Le site dispose d'une clôture sur l'entièreté de la parcelle. L'Inspection constate néanmoins une ouverture dans la clôture au droit du portail délimitant l'emprise des installations de la parcelle mise à disposition du SDIS. L'accès au site est sécurisé par un portail fermé à clef. Toute entrée sur le site est contrôlée par l'agent d'accueil. Les horaires d'exploitation sont affichés sur la porte du local administratif mais ne sont pas renseignés sur le portail d'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois:

- clôturer l'espace ouvert en limite de propriété de l'emprise des installations et de la parcelle mise à disposition du SDIS,
- disposer d'un affichage indiquant les horaires d'exploitation sur le portail d'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens d'accès et de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
Prescription contrôlée : « L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. « Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. « Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »
Constats : L'accès au service de secours est assuré par le portail d'entrée du site. L'exploitant dispose d'un plan de circulation affiché en entrée du site. L'Inspection constate que le positionnement du plan ne lui permet pas d'être visible des personnes entrantes sur l'exploitation (panneau localisé sur une zone enherbée à proximité de la limite de propriété, éloigné des voies de circulation). Ce plan ne renseigne pas les dernières modifications apportées sur le site (zone de dépôt particulier et stockage de tournures). Enfin, les voies de circulation sur le site ne sont pas matérialisées au sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois: <ul style="list-style-type: none">• mettre à jour le plan de circulation du site et revoir son positionnement de manière à ce qu'il soit accessible et visible,• matérialiser au sol les voies de circulation dans l'emprise des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée :

<p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Protect Feu a procédé à la vérification et l'entretien des moyens de défense incendie les 12 avril 2023 et 25 octobre 2024. Les justificatifs de contrôle ont été présentés en séance et n'appellent pas d'observation.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate que les extincteurs situés au niveau de l'aire de dépollution des véhicules hors d'usages et du bâtiment de stockage des métaux sont difficilement accessibles (présence de matériel stockés devant). Par courriel du 12 mai, l'exploitant justifie la libération de l'accès aux deux extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre et des pelles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant dispose de trois réserves de sable disposées sur le site. La procédure d'utilisation est affichée sur les contenants. L'Inspection constate que l'état de la procédure renseignée sur le bac située en zone nord du site, ne permet pas une lecture du document.</p> <p>Par courriel du 12 mai dernier, l'exploitant justifie du remplacement de la procédure, garantissant la lisibilité du document.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositifs de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des DEEE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>[..]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) disposent de deux zones de stockage telles que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • des boxs de stockage situés à l'entrée du site sont dédiés aux particuliers, • des zones de stockage localisées au nord du site sont destinées aux entreprises. <p>L'Inspection constate en visite que les conditions de stockage des petits appareils ménagers ne permettent pas de garantir l'absence de dégradation des déchets, nécessaire pour leur valorisation (stockage sans abris).</p> <p>Par ailleurs, le stockage des machines à laver collectées auprès des professionnels n'est pas jugé satisfaisant en l'état, la hauteur de l'ilot dépassant la hauteur de l'alvéole. L'exploitant justifie en séance du retard de l'évacuation de ces déchets.</p> <p>Par courriel du 12 mai, l'exploitant confirme l'évacuation de l'ensemble des DEEE de l'alvéole concernée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délais de deux mois, garantir un stockage des petits appareils ménagers à l'abri des intempéries.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>